



POLITIQUE

# L'Open VLD ne peut masquer sa désunion après la désignation de Paul Van Tigchelt

La désignation de Paul Van Tigchelt en tant que nouveau ministre de la Justice a peut-être rempli les rangs du gouvernement, mais elle a désuni ceux de l'Open VLD.

ARTHUR PARZYSZ (ET MA.D.)

Le groupe vit bien. Moins de 24 heures après la nomination du nouveau ministre de la Justice et vice-Premier Paul Van Tigchelt, les expressions de mécontentement (le mot est faible) sur la gestion de la succession de Vincent Van Quickenborne ont plu sur la direction du parti libéral. Ainsi, dimanche, peu après l'annonce du remplacement de Van Quick' par son ex-chef de cabinet adjoint, l'ex-présidente libérale Gwendolyn Rutten (qui n'a donc pas été choisie) annonçait sur Facebook quitter la politique nationale. « Ces derniers jours, il est apparu clairement que la direction actuelle du parti ne voyait plus de rôle significatif pour moi. » « Qu'il en soit ainsi, c'est le destin de tout politicien », continue la parlementaire flamande qui veut à l'avenir se concentrer sur son rôle de bourgmestre d'Aarschot. Ajoutant tout de même : « La manière irrespectueuse dont cela s'est produit a contribué à ma décision. » Puis, lundi matin, l'ex-vice-Premier Patrick Dewael indiquait envisager de « siéger comme libéral indépendant durant les derniers mois de (son) mandat » de député fédéral. Bart Tommelein, bourgmestre d'Ostende et autre figure libérale importante, décidait, lui, simplement... de ne plus siéger au sein du bureau du parti.

## Respect, expertise, consultation, renouvellement

Bureau qui se réunissait donc lundi, dès 10 heures, et auquel les membres présents se sont rendus dans une ambiance peu joyeuse. Alors que la ministre flamande Lydia Peeters déclarait « entendre beaucoup de mécontentement de la base » et ne pas « être vraiment satisfaite » par rapport à la manière dont les derniers événements se sont déroulés, le parlementaire flamand Maurits Vande Reyde procédait à un tacle appuyé en direction d'Alexander De Croo, lâchant que si « nous sommes dans le siècle de la femme (référence au livre écrit par ce dernier, NDLR) », il a « parfois l'impression » que son parti se trouve « au début du siècle précédent ». Interrogé, Egbert Lachaert disait, lui, comprendre « que des personnes soient blessées et aient du mal à accepter les décisions prises », mais appelait à chercher « ensemble » des solutions pour la sécurité du pays... et à se battre pour « un parti libéral fort en Flandre ». Pendant ce temps-là, le site internet du parti était à plat, son serveur « rencontrant une erreur ». Fâcheuse concomitance.

Ces déclarations et la réunion de bureau (de deux bonnes heures) passées, qu'en reste-t-il ? Beaucoup moins d'expressions (plusieurs acteurs refusent de commenter), tandis que le président du parti, Tom Ongena, monte au front pour offrir sa synthèse. A donc eu lieu « une discussion approfondie », où « un très grand respect » a été exprimé « pour la décision de Vincent Van Quickenborne » (on commence à comprendre), où le bureau s'est rangé « derrière la décision de placer Paul Van Tigchelt aux commandes du département crucial de la Justice », a demandé au président « de consulter pleinement les membres du parti et d'ainsi resserrer les rangs » et de continuer à « travailler au renouvellement du parti ».

Le choix de Van Tigchelt ? « Nous avons choisi l'expertise, la continuité, la stabilité (...) mais aussi le renouvellement » (Paul Van Tigchelt peut s'y mettre au pied levé et il sera une pièce importante de la carte électorale en province d'Anvers). La décision de Rutten ? Elle reste une *kopstuk* (une leader) et « je vais la consulter » (reviens, Gwendolyn). La déclaration de Dewael ? « Une conclusion prématurée » (contacté, ce dernier ne s'exprime pas davantage).

A propos des états d'âme exprimés par les Dewael et consorts, certains vont plus loin : « Il est peut-être temps que les vieux crocodiles prennent leur retraite. Un renouveau est nécessaire. Avec la nomination de Van Tigchelt, après celle de Stéphanie D'Hoose (présidente du Sénat, NDLR), Alexia Bertrand et Tom Ongena, il y a de l'expertise et du renouveau. »

Les discussions ont-elles été animées en bureau ? « Oui, parce qu'il y avait des avis différents », répond Alexia Bertrand. « Mais c'est moins animé que lors d'un kern où, parfois, les gens haussent le ton. Ici, personne n'a haussé le ton, si ce n'est parfois par émotion, par amour du parti, pas parce qu'ils étaient fâchés. » (C'est beau.) « Tout le monde a regretté la décision de Gwendolyn et tout le monde aimerait qu'elle continue à jouer un rôle. Et personne ne peut contester le parcours de Paul Van Tigchelt », ajoute-t-elle, estimant que « le ton est toujours plus élevé dans la presse qu'il ne l'est en réunion ».

De là dire que la crise est passée...

**L'Open VLD a tenu un bureau de parti, lundi, à la suite duquel le président Ongena s'est exprimé à la presse.**

© BELGA.



part des combustibles fossiles dans l'approvisionnement énergétique mondial, qui s'est maintenue pendant des décennies autour de 80 %, tombe à 73 % d'ici à 2030 ». « Nous voyons que les technologies propres avancent vite », a confirmé Fatih Birol, le directeur exécutif de l'AIE. © PHOTO NEWS.

« Par exemple, il y a deux ans, une voiture vendue sur vingt-cinq était électrique. Cette année, c'est une sur cinq. Par ailleurs, les énergies renouvelables poussent le fossile en dehors du mix électrique. Il y a dix ans seulement, 70 % de l'électricité produite dans le monde venait de combustibles fossiles. Cette année, c'est tombé à 60 %. Et d'ici 2030, cela descendra à 40 %. Autre exemple : aujourd'hui, les investissements dans les centrales au gaz ou au charbon se montent à plus du double des investissements dans l'éolien offshore, mais d'ici 2030, ces derniers seront trois fois plus importants que les premiers. »

## Plus 2,4 °C

Autant d'éléments qui, entre autres, expliquent selon le directeur de l'AIE, pourquoi les émissions mondiales de dioxyde de carbone du secteur de l'énergie devraient atteindre « leur maximum en 2025 ». « C'est évidemment une bonne nouvelle », souligne Fatih Birol. Pour autant, cette « bonne nouvelle » n'est pas suffisante, reconnaît l'AIE. « Des mesures encore plus fortes seront nécessaires pour maintenir en vie l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C », écrit l'agence qui rappelle que la température moyenne globale à la surface de la planète est déjà de 1,2 °C supérieure à ce qu'elle était à l'ère préindustrielle. Il faut donc, selon elle, appuyer sur l'accélérateur et en faire plus.

Parce qu'en l'état actuel des choses, même si elle atteint un plafond, la demande en énergies fossiles reste « bien trop élevée » pour rester dans les rails de l'Accord de Paris sur le climat. Or, prévient l'AIE, le risque est non seulement « d'aggraver les effets sur le climat après une année de chaleur record, mais aussi de compromettre la sécurité du système énergétique, qui a été conçu pour un monde plus froid avec moins de phénomènes météorologiques extrêmes. Il est possible, mais très difficile,

**« Nous voyons que les technologies propres avancent vite », a confirmé Fatih Birol, le directeur exécutif de l'AIE.** © PHOTO NEWS.

d'infléchir la courbe des émissions sur une trajectoire compatible avec une augmentation de 1,5 °C. Mais le coût de l'inaction pourrait être énorme : malgré la croissance impressionnante des énergies propres (...), les émissions mondiales resteraient suffisamment élevées pour faire grimper les températures moyennes de la planète d'environ 2,4 °C au cours de ce siècle. »

En l'état actuel des choses, même si elle atteint un plafond, la demande en énergies fossiles reste « bien trop élevée » pour rester dans les rails de l'Accord de Paris sur le climat

## Nécessaire coopération internationale

L'AIE met donc son rapport sur la table de la COP28 qui se tiendra à Dubaï début décembre. « De mon point de vue, la COP28 est aussi cruciale que la COP21 à Paris en 2015 », insiste Fatih Birol. « Pour qu'elle soit un succès, il y va de cinq conditions. Il faut d'abord acter la nécessité d'un triplement de la capacité renouvelable. Ensuite, il faut doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments. Nous voudrions aussi voir l'industrie fossile s'engager à prendre les mesures nécessaires pour une diminution substantielle et rapide des émissions de méthane. Quatrièmement, il faut définir un mécanisme de financement à large échelle pour aider les pays en voie de développement à investir dans les énergies propres. Et enfin, les gouvernements doivent prendre des mesures pour s'assurer d'une sortie ordonnée de l'utilisation des combustibles fossiles, en ce compris ne plus approuver de nouvelles centrales au charbon dans le monde. » Pour le directeur de l'AIE, ces objectifs sont difficiles, mais pas impossibles à atteindre « spécialement s'il y a une coopération internationale semblable à celle que l'on a vue à Paris en 2015 », conclut-il.



*Tout le monde a regretté la décision de Gwendolyn et tout le monde aimerait qu'elle continue à jouer un rôle.*

*Et personne ne peut contester le parcours de Paul Van Tigchelt*

**Alexia Bertrand**  
Secrétaire d'Etat au Budget  
(Open VLD)

”